

Airtel Money RDC S.A.

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX  
COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS  
ANNUELS**

**ETATS FINANCIERS ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

## Airtel Money RDC S.A.

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Actionnaires de la société Airtel Money RDC S.A.,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023, sur :

Le contrôle des états financiers annuels d'Airtel Money RDC S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport et qui se caractérisent par les chiffres clés suivants exprimés en milliers de francs congolais (CDF) :

	2023	2022
• Total bilan :	682 045 57	413 987 855
• Capitaux propres y compris le résultat de l'exercice :	133 199 870	85 156 973
• Résultat net Bénéfice :	101 456 917	60 841 214
• Produit net bancaire :	148 470 600	89 303 840

- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers de votre société ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 29 avril 2024 sur la base des éléments disponibles à cette date.

#### I. RAPPORT SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

##### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la société Airtel Money RDC, S.A. comprenant le bilan au 31 décembre 2023, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives contenues dans les notes aux états financiers.

A notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et principes comptables retenus par le référentiel comptable spécifique aux établissements de crédit dénommé : Guide Comptable des Etablissements de Crédit (GCEC) en vigueur en République Démocratique du Congo.



## **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (« ISA »), conformément aux prescriptions du Règlement n° 01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement n° 01/2017/CM/OHADA précité, et des règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## **Responsabilité de la Direction et du Conseil d'Administration relatives aux états financiers annuels**

Les états financiers annuels ont été établis par la Direction et arrêtés par le Conseil d'Administration.

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et principes comptables applicables aux établissements de crédit en RDC, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la société.

## **Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des états financiers annuels**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport du Commissaire aux Comptes.



## **II. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES PRÉVUES PAR LA LOI ET AUTRES INFORMATIONS**

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

### **2.1. Vérification des autres informations**

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion et les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière.

Notre opinion sur les états financiers annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de Commissariat aux Comptes, notre responsabilité est, d'une part, de faire les vérifications spécifiques prévues par la loi, et ce faisant, à vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels, et à vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. D'autre part, notre responsabilité consiste également à lire les autres informations et, par conséquent, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués lors de nos vérifications spécifiques ou sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

### **2.2. Vérification du registre des titres nominatifs**

En application de l'article 746-2 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE révisé, nous avons également procédé au contrôle des registres de titres nominatifs tenus par la société.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur l'existence et la bonne tenue de ces registres.

### **2.3. Vérification des Ratios prudentiels de l'instruction n°24 de la Banque Centrale du Congo**

L'article 16 de l'instruction n°24 de la Banque Centrale du Congo relative à l'émission de Monnaie Electronique et aux Etablissements de Monnaie Electronique (EME) exige que les fonds propres des EME, demeurent égaux ou supérieurs au plus élevé :

- (1) Du montant quotidien des engagements financiers correspondant aux dettes représentatives de la monnaie électronique de leur émission ;
- (2) De la moyenne arithmétique des montants quotidiens des six (06) derniers mois qui précèdent du total des engagements financiers correspondant aux dettes représentatives de la monnaie électronique ;



(3) Le montant du capital minimum libéré.

Notre revue du respect des exigences de l'article 16 ci-dessus nous a permis de constater qu'à la clôture de l'exercice 2023, les fonds propres de la société (CDF 133 milliards) étaient inférieurs au compte courant des engagements (CDF 425 milliards).

Néanmoins, des discussions entre les sociétés de monnaie électronique avec la Banque Centrale sont tenues quant à la révision de cet article.

Kinshasa, le 30 avril 2024

**Le Commissaire aux Comptes  
Deloitte Services SARL**



**Prof. Bob David NZOIMBENGENE L.  
Expert-Comptable  
Associé**

**ANNEXE 1 :**

**PORTANT SUR LES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
RELATIVES A L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS**

*Cette annexe fait partie intégrante de notre rapport de commissariat aux comptes.*

Dans le cadre de nos diligences, nous nous conformons successivement :

- aux exigences des Normes Internationales d'Audit (« ISA ») et ;
- aux obligations spécifiques édictées par l'acte uniforme de l'OHADA relatif aux droits des sociétés commerciales et du GIE.

De manière plus détaillée,

- nous nous conformons aux règles d'éthique relatives à l'audit des états financiers annuels édictées par le Code d'éthique et de déontologie des experts-comptables de la République Démocratique du Congo (*le cas échéant, le Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA)*) et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes ;
- nous faisons preuve d'esprit critique qui implique d'être attentifs aux éléments probants qui contredisent d'autres éléments probants recueillis, aux informations qui remettent en cause la fiabilité de documents et de réponses apportées aux demandes de renseignements à utiliser en tant qu'éléments probants, aux situations qui peuvent révéler une fraude possible, aux circonstances qui suggèrent le besoin de mettre en œuvre des procédures d'audit en supplément de celles requises par les Normes ISA ;
- nous faisons preuve de jugement professionnel lors de la conduite de l'audit en particulier pour les décisions portant sur le caractère significatif et le risque d'audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit à mettre en œuvre pour satisfaire les diligences requises par les normes ISA et pour recueillir des éléments probants, le fait de déterminer si des éléments probants suffisants et appropriés ont été recueillis, et si des travaux supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs des normes ISA et, par voie de conséquence, les objectifs généraux de l'auditeur, l'évaluation des jugements de la direction portant sur le suivi du référentiel comptable applicable, le fondement des conclusions tirées des éléments probants recueillis, par exemple l'appréciation du caractère raisonnable des évaluations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers ;
- nous préparons tout au long de l'audit une documentation qui fournisse une trace suffisante et appropriée des travaux, fondements de notre rapport d'audit et des éléments démontrant que l'audit a été planifié et réalisé selon les Normes ISA et dans le respect des exigences législatives et réglementaires applicables ;
- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous recueillons, le cas échéant, des éléments probants suffisants et appropriés concernant le respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires dont il est admis qu'elles ont une incidence directe sur la détermination des données chiffrées significatives enregistrées et l'information fournie dans les états financiers, mettons en œuvre des procédures d'audit



spécifiques visant à identifier les cas de non-respect d'autres textes législatifs et réglementaires qui peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers, et apporter une réponse appropriée aux cas avérés ou suspectés de non-respect des textes législatifs et réglementaires identifiés au cours de l'audit ;

- nous fournissons également au Conseil d'Administration une déclaration précisant que nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes. Parmi les points communiqués au Conseil d'Administration, nous déterminons quels ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport, sauf si la loi ou la réglementation en empêchent la communication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne de la société afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société. Lorsque des faiblesses significatives sont identifiées, nous les communiquons à la direction, le cas échéant, au Conseil d'Administration ;
- nous évaluons l'incidence sur l'audit des anomalies relevées et l'incidence sur les états financiers des anomalies non corrigées, s'il en existe. Nous les communiquons au niveau approprié de la direction, à moins que ceci ne lui soit interdit par la loi ou la réglementation ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous identifions les relations et des transactions avec les parties liées, que le référentiel comptable applicable établisse ou non des règles en la matière, pour être en mesure de relever des facteurs de risque de fraudes, s'il en existe, découlant de relations et de transactions avec les parties liées, qui sont pertinents pour l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes, et conclure, sur la base des éléments probants recueillis, si les états financiers, pour autant qu'ils soient affectés par ces relations et ces transactions sont présentés sincèrement ou ne sont pas trompeurs. En outre, lorsque le référentiel comptable applicable contient des règles concernant les parties liées, nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés pour déterminer si les relations et les transactions avec les parties liées ont été correctement identifiées et comptabilisées dans les états financiers et si une information pertinente les concernant a été fournie dans ceux-ci ;
- nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date des états financiers et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement des états financiers ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états financiers conformément au référentiel comptable applicable ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport ;



- nous obtenons des déclarations écrites de la Direction Générale et, le cas échéant, du Conseil d'Administration, confirmant que celle-ci considère avoir satisfait à ses responsabilités relatives à l'établissement des états financiers ainsi qu'à l'exhaustivité des informations qui nous ont été fournies. En outre, nous confortons d'autres éléments probants relatifs aux états financiers ou à des assertions spécifiques contenues dans ceux-ci au moyen de ces déclarations écrites si nous estimons nécessaire ou si celles-ci sont requises par d'autres normes ISA ;
- nous nous assurons, tout au long de l'audit, que l'égalité entre les associés est respectée, notamment que toutes les actions d'une même catégorie bénéficient des mêmes droits ;
- nous devons signaler à la plus prochaine Assemblée Générale, les irrégularités et les inexactitudes relevées lors de l'audit. En outre, nous devons signaler au ministère public les faits délictueux dont nous avons eu connaissance au cours l'audit, sans que notre responsabilité puisse être engagée par cette révélation ;
- nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.



**ANNEXE 2 :**

---

**DECLARATION DE LA DIRECTION RÉLATIVE À LA  
TENUE DU REGISTRE DES TITRES NOMINATIFS**

---



Attestation de la tenue des registres de titres nominatifs

Conformément à l'article 746-1 de l'Acte uniforme de l'OHADA révisé relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous déclarons avoir ouvert des registres de titres nominatifs émis par notre société. Nous confirmons que ces registres sont à jour comme l'exige l'article 746-2 dudit Acte uniforme.

Fait à Kinshasa, le 22/04/2024

Le Président du Conseil d'Administration

FELICITE SINGA BOYENGE

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. Singa Boyenge', written in a cursive style.



**Deloitte.**

---

**ETATS FINANCIERS ANNUELS**

---



**AIRTEL MONEY RDC S.A.**

**ETATS FINANCIERS ANNUELS DE L'EXERCICE  
CLOS AU 31 DECEMBRE 2023**



**AIRTEL MONEY RDC SA**  
**BILAN AU 31 DECEMBRE 2023 ET 2022**  
**(Exprimé en Milliers de Francs Congolais- CDF)**

<b>ACTIF</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
<b>Trésorerie et opérations interbancaires</b>			
Valeurs en caisse	3	83 164 894	32 711 588
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4	469 583 817	229 239 317
Placement financiers		-	-
		<b>552 748 712</b>	<b>261 950 905</b>
<b>Comptes des tiers et de régularisation</b>			
Actifs d'impôts courants	15	20 814 252	16 659 690
Autres actifs	5	77 879 507	114 013 379
Comptes de régularisation-Actif		303 817	62 209
		<b>98 997 576</b>	<b>130 735 278</b>
<b>Valeurs immobilisées</b>			
Immobilisations corporelles		26 095 478	19 171 585
Immobilisations incorporelles		3 519 852	1 960 229
Cautionnements à L&MT		683 954	169 857
	6	<b>30 299 284</b>	<b>21 301 671</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>682 045 571</b>	<b>413 987 855</b>

**AIRTEL MONEY RDC SA**  
**BILAN AU 31 DECEMBRE 2023 ET 2022**  
**(Exprimé en Milliers de Francs Congolais- CDF)**

<b><u>PASSIF</u></b>	<b><u>Notes</u></b>	<b><u>31/12/2023</u></b>	<b><u>31/12/2022</u></b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>			
Comptes à vue et dépôt avec la clientèle	7	424 613 891	213 864 518
		<b><u>424 613 891</u></b>	<b><u>213 864 518</u></b>
<b>Comptes des tiers et de régularisation</b>			
Passifs d'impôts courants		39 706 969	26 017 816
Autres passifs	8	79 903 022	85 560 999
Comptes de régularisation - Passif	9	2 096 543	1 657 432
		<b><u>121 706 534</u></b>	<b><u>113 236 247</u></b>
Capital	10	12 467 000	12 467 000
Report à nouveau		-	-
Résultat de l'exercice		101 456 917	60 841 214
Plus-value nette de réévaluation	11	6 808 954	2 132 418
Reserve legal		12 467 000	9 716 340
<b>Fonds Propres</b>		<b><u>133 199 870</u></b>	<b><u>85 156 973</u></b>
Provision pour depart en retraite		2 525 276	1 730 116
<b>CAPITAUX PERMANENTS</b>		<b><u>135 725 146</u></b>	<b><u>86 887 089</u></b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b><u>682 045 571</u></b>	<b><u>413 987 855</u></b>
<b>HORS-BILAN</b>			
	<b>Notes</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
<b>Engagements donnés</b>		-	-
Engagements de financement		-	-
Engagements de garanties		-	-
Engagements de reçus		-	-
<b>Engagements de titres</b>		-	-
Engagements sur les opérations en devises		-	-
Engagements sur le Crédit-bail		-	-
Engagements sur les instruments financiers à terme		-	-
Engagements internes		-	-
<b>Total Hors-Bilan</b>		<b>0</b>	<b>0</b>



**AIRTEL MONEY RDC SA**  
**COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2023 ET 2022**  
**(Exprimé en Milliers de Francs Congolais- CDF)**

	<u>Notes</u>	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Autres produits bancaires	12	244 688 755	139 440 913
Autres charges bancaires	13	(96 218 154)	(50 137 073)
<b>Produit net bancaire</b>		<b>148 470 600</b>	<b>89 303 840</b>
Produits accessoires		21 461 356	16 362 241
Charges générales d'exploitation	14	(16 187 957)	(11 070 319)
Charges du personnel		(4 478 493)	(4 450 979)
Impôts et taxes		(827 228)	(5 612)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>148 438 279</b>	<b>90 139 171</b>
Reprises de provisions		679 458	420 075
Dotation aux amortissements	6	(7 092 232)	(3 700 217)
Dotation aux provisions pour risque		(861 618)	-
<b>Résultat courant avant impôt et exceptionnel</b>		<b>141 163 886</b>	<b>86 859 030</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>141 163 886</b>	<b>86 859 030</b>
Impôt sur le résultat	16	(39 706 969)	(26 017 816)
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>101 456 917</b>	<b>60 841 214</b>

**AIRTEL MONEY RDC SA**  
**TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE**  
**CLOS AU 31 DECEMBRE 2023 ET 2022**  
**(Exprimé en Milliers de Francs Congolais- CDF)**

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
<b>Activités d'exploitation</b>		
Produits d'exploitation bancaire encaissés	244 688 755	139 440 913
Charges d'exploitation bancaire décaissées	(96 218 154)	(50 137 073)
Dépôt/retraits de dépôts de la clientèle	210 749 373	40 186 156
Sommes versées au personnel et créditeurs divers	(20 666 450)	(15 521 298)
Reprise de provision	679 458	420 075
Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitations	60 391 023	29 886 350
Impôts sur le bénéfice	(39 706 969)	(26 017 816)
<b>Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitations</b>	<b><u>359 917 035</u></b>	<b><u>118 257 308</u></b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition/cession sur immobilisations	(11 028 674)	(4 679 194)
<b>Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement</b>	<b><u>(11 028 674)</u></b>	<b><u>(4 679 194)</u></b>
<b>Activités de financement</b>		
Dividendes versés	(58 090 554)	(87 447 062)
<b>Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice</b>	<b><u>290 797 807</u></b>	<b><u>26 131 052</u></b>
Liquidité et équivalents de liquidité au début de l'exercice	<u>261 950 905</u>	<u>235 819 853</u>
<b>Liquidité et équivalents de liquidité en fin d'exercice</b>	<b><u>552 748 712</u></b>	<b><u>261 950 905</u></b>



**AIRTEL MONEY RDC SA**  
**ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**  
**AU 31 DECEMBRE 2023 ET 2022**  
**(Exprimé en Milliers de Francs Congolais- CDF)**

	<u>Mouvement de l'année</u>				<b>Solde au 31/12/2023</b>
	<b>Solde au 01/01/2023</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Actualisation</b>	
Capital	12 467 000		-	-	12 467 000
Provision pour depart en retraite	1 724 590	800 685			2 525 276
Réserves Légales	9 716 340	2 750 660	-	-	12 467 000
Report à nouveau	-			-	-
Résultat de l'exercice	60 841 214	101 456 917	60 841 214	-	101 456 917
Plus-value de réévaluation	2 132 418	4 676 535		-	6 808 954
	<b><u>86 881 563</u></b>	<b><u>109 684 797</u></b>	<b><u>60 841 214</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>135 725 146</u></b>

**AIRTEL MONEY RDC SA**  
**NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES**  
**AU 31 DECEMBRE 2023**

**1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

AIRTEL MONEY RDC S.A. est une société anonyme de droit congolais dont les actions sont actuellement détenues majoritairement par Airtel Mobile Commerce B.V, société de droit Hollandais.

La société Airtel Money est concessionnaire d'une licence d'exploitation accordée par la Banque Centrale du Congo (BCC), reconnaissant celle-ci en qualité d'établissement de monnaie électronique. Les activités des établissements de monnaie électronique sont régies par l'instruction n° 24 de la Banque Centrale relative à l'émission de la monnaie électronique et aux établissements de monnaie électronique.

**2. BASE DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS**

Les états financiers sont préparés, à l'exception de la réévaluation des immobilisations, selon la méthode conventionnelle du coût historique et conformément aux principes comptables généralement admis en République Démocratique du Congo pour le secteur bancaire, aux recommandations et instructions de la Banque Centrale du Congo.

Les principales méthodes comptables retenues pour la préparation de ces états sont décrites ci-après :

**2.1. Continuité d'exploitation**

Les états financiers de la société sont préparés sur base de la convention de continuité de l'exploitation.

**2.2. Conversion des opérations libellées en monnaies étrangères**

Les transactions en monnaies étrangères sont converties en Franc congolais (CDF) aux taux de change à la date de la transaction. Les gains et pertes provenant des règlements de ces transactions sont comptabilisés au compte résultat.

A la date de la clôture du bilan, les actifs et passifs libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de clôture.

Les gains ainsi que les pertes de change sont pris en compte dans le compte résultat.

Le taux de clôture au 31 décembre 2023 est de CDF 2 679,60 pour 1 USD contre CDF 2 016,57 pour 1 USD au 31 décembre 2022, soit une dépréciation de 33 %

**2.3. Immobilisations incorporelles**

Les coûts relatifs aux licences acquises sont capitalisés et amortis sur une base linéaire en fonction de leur durée d'utilité.



Les valeurs des immobilisations incorporelles ne sont plus à réévaluer, ceci en application de l'Ordonnance-Loi n°89-017 du 18 février 1989 à son article 2, alinéas 2 et 3 précisant que la réévaluation ne s'effectue que pour tous les éléments immobilisés corporels et les immobilisations financières.

Les amortissements sur les immobilisations incorporelles sont calculés par application de la méthode linéaire selon les durées ci-après :

<u>Description</u>	<u>Durée de vie (Année)</u>
Logiciels	3
Licences	3

#### 2.4. Immobilisations corporelles

Par contre, les valeurs des immobilisations corporelles ainsi que le montant cumulé des amortissements font l'objet d'une réévaluation en application de l'Ordonnance-Loi n°89-017 du 18 février 1989 sur base des dispositions d'un arrêté ministériel mis à jour à la fin de chaque exercice.

Ainsi, ces éléments ont été soumis à la réévaluation tel que recommandé par le ministère des finances dans son arrêté ministériel N° /CAB/MIN/FINANCES/2023/004 du 13 Février 2023 portant fixation des coefficients de réévaluation applicables aux bilans clos au 31 Décembre 2023.

Les amortissements sur les immobilisations corporelles sont calculés par application de la méthode linéaire selon les durées ci-après :

<u>Description</u>	<u>Durée de vie (Année)</u>
Matériels informatique	3
Matériels et mobiliers de bureau	3

#### 2.5. Reconnaissance de revenus

Les revenus sont enregistrés dans la mesure où il est probable qu'ils correspondent à un transfert de valeur en faveur de la société et qu'ils peuvent être déterminés sur une base fiable.

Les revenus sont générés par le biais des transactions suivantes :

- Frais de retrait (échange de la monnaie virtuelle en monnaie physique) ;
- Frais de transfert d'un portefeuille électronique vers un autre ;
- Frais de Transfert en international ;
- Frais de transfert d'un portefeuille électronique vers la banque ;
- Frais de transfert de la banque vers un portefeuille électronique ;
- Divers paiements ( achat ou paiement par lot)
- Autres frais liés aux transactions de la monnaie électronique

Par ailleurs, la société génère également du revenu par le biais des commissions reçues ;

- Sur les ventes d'unités électroniques (Air time) et forfait internet (Data bundle),
- Sur les achats via la plateforme de stock de temps de communication directement par les distributeurs de la société sœur (GSM) ;
- Sur la conservation des clients GSM par le fait de n'utiliser que les transactions de la monnaie virtuelle.
- Sur le paiement par lot effectué par la société sœur ( GSM)

### 3. VALEURS EN CAISSES

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Valeurs en caisse en Francs congolais	928 781	6 841 200
Valeurs en caisse en Devise	82 236 113	25 870 388
<b>TOTAL</b>	<b>83 164 894</b>	<b>32 711 588</b>

### 4. PRETS ET CREANCES SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Comptes Sequestres	469 526 526	228 986 613
Comptes courant	57 291	252 704
<b>TOTAL</b>	<b>469 583 817</b>	<b>229 239 317</b>

Les comptes séquestres représentent la contrepartie de la monnaie virtuelle en circulation, conformément à l'instruction numéro 24 de la Banque Centrale du Congo.

Les comptes courants représentent les comptes bancaires n'ayant pas de contrepartie en monnaie virtuelle et pour lesquels la société avait résolu de convertir ce compte à un compte virtuel dans lequel sont géré la monnaie virtuelle.



## 5. AUTRES ACTIFS

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Airtel GSM	73 842 515	109 225 602
Dépôts de garantie	146 464	69 892
Autres	3 890 528	4 717 885
<b>TOTAL</b>	<b>77 879 507</b>	<b>114 013 379</b>

Les créances sur Airtel CONGO SA sont essentiellement, suivant la convention réglementée, liées ;

- À la facturation de commissions sur les unités et forfaits internet vendus à travers la plateforme Airtel Money ;
- A la facturation de commission sur la réduction d'inactivité des abonnés Airtel GSM par le fait que certains numéros n'utilisent que le service monnaie électronique ;
- A la facturation de commission sur le montant total des paiements des distributeurs Airtel GSM effectué à travers la plateforme Airtel Money ;
- Intérêt de retard dû au non-paiement des factures croisées par GSM sur les commissions d'inactivité des abonnés.
- Il est à spécifier que dans la sous rubrique autres, sont inclus ;

le montant de la TVA déductible , le préfinancement du portefeuille interopérabilité et l'avance due par les personnels

## 6. VALEURS IMMOBILISEES INCORPORELLES ET CORPORELLES (Exprimé en Milliers de Francs congolais-CDF)

	Montant brut début d'exercice 01/01/2023	Acquisitions	Cessions	Reévaluations	Transfer	Montant brut fin exercice 31/12/2023	Amort.début de l'exercice 01/01/2023	Amortissement de l'exercice	Supplément Amortissement de l'exercice	Réévaluation des amortissements	Amortissement fin de l'exercice 31/12/2023	Montant net à fin de l'exercice
<b>Immos Corporelles</b>	<b>24 943 867</b>	<b>7 550 544</b>	-	<b>8 713 272</b>	<b>319 850</b>	<b>41 527 534</b>	<b>5 772 283</b>	<b>6 007 672</b>	<b>384 636</b>	<b>3 652 101</b>	<b>15 432 056</b>	<b>26 095 478</b>
Mobilier et matériel de bureau												
Autres immos _ Kiosks & AMB	22 555 070	7 550 544		8 713 272	<b>1 058 821</b>	39 877 707	5 772 283	6 007 672	<b>384 636</b>	3 652 101	15 432 056	24 445 651
Autres immos en cours_ Kiosks & AMB/wse	2 388 797				(738 970)	1 649 827						1 649 827
						-						
<b>Immos Incorporelles</b>	<b>10 574 029</b>	<b>2 964 033</b>		-	<b>(319 850)</b>	<b>13 218 212</b>	<b>8 613 800</b>	<b>1 084 560</b>	-	-	<b>9 698 360</b>	<b>3 519 852</b>
Logiciels informatiques	10 574 029	2 964 033			(319 850)	13 218 212	8 613 800	1 084 560			9 698 360	3 519 852
Matériel informatique						-	-					
Autres immos en cours_ Kiosks & AMB						-					-	
<b>Immobilisations financières</b>	<b>169 857</b>	<b>514 096</b>	-	-	-	<b>683 954</b>	-	-	-	-	-	<b>683 954</b>
Garantie et Cautionnements	169 857	514 096				683 954					-	683 954
<b>Total</b>	<b>35 687 754</b>	<b>11 028 674</b>		<b>8 713 272</b>	<b>(0)</b>	<b>55 429 700</b>	<b>14 386 083</b>	<b>7 092 232</b>	<b>384 636</b>	<b>3 652 101</b>	<b>25 130 416</b>	<b>30 299 284</b>

Ci-dessous un résumé de l'état actuel du calcul de l'amortissement conformément à la nouvelle loi des finances publié, relative au "supplément d'amortissement".

- ✓ Amortissement supplémentaire : 384 635 681
- ✓ Amortissement net de l'année : 7 092 232 324



## 7. COMPTES A VUE ET DEPOTS DE LA CLIENTELE

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Monnaie virtuel en circulation TEMP & MCOM	261 469 115	131 693 681
Monnaie virtuelle Dealers & Corporates	115 725 630	58 287 321
Monnaie virtuelle Merchant	16 791 157	8 457 172
Monnaie virtuelle Autres	30 627 988	15 426 344
<b>TOTAL</b>	<b>424 613 891</b>	<b>213 864 518</b>

## 8. AUTRES PASSIFS

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Airtel GSM	8 460 073	37 234 185
Associé MCommerce BV	76 335	102 912
Sommes diverses dues au personnel	379 085	294 822
Balances creditrices Churns	21 812 885	14 077 649
TVA collectée	13 276 256	18 685 068
Autres	35 823 534	15 052 361
Fournisseurs des Immobilisés	74 854	114 003
<b>TOTAL</b>	<b>79 903 022</b>	<b>85 560 999</b>

Les balances créditrices Airtel Congo SA représentent le montant important expliqué par :

- La facturation croisée en référence à la convention règlementée sur les échanges de services (SMS, USSD et les remboursements) et assistance technique ;
- La balance des portefeuilles des abonnés désactivés parce ce que n'ayant pas mouvementé les comptes pendant plus de 180 jours.
- Il est à spécifier que dans la sous rubrique autres, sont inclus ; le montant de caution reçue des distributeurs de la monnaie électronique qui supervisent les boutiques Airtel Money (AMB & Kiosque) ainsi que le montant des intérêts reçus sur les comptes séquestres.

## 9. COMPTES DE REGULARISATION DU PASSIF

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Charges Informatiques & Technologie à payer	110 018	73 943
Charges administratives à payer	577 359	341 352
Charges marketing à payer	348 200	49 422
Charges du personnel à payer	191 228	106 264
Charges ventes et distribution à payer	273 079	100 307
Charges à payer sur les acquisitions des immos	596 659	986 145
<b>TOTAL</b>	<b>2 096 543</b>	<b>1 657 432</b>

## 10. CAPITAL

Nom des principaux associés	Adresse	ACTUEL		
		Nombre d'actions	Part du capital détenue %	Apport par associés (en Millier de CDF)
Airtel Mobile Commerce BV (représentée par Mme Jantina Catharina Uneken-van de Vreede)	Golfslag 2, 2131 HN Hiifddorp, Pays Bas	282	5,15%	641 550
Airtel Mobile Commerce RDC BV		5 198	94,85%	11 825 450
<b>Total</b>		<b>5 480</b>	<b>100%</b>	<b>12 467 000</b>

Conformément à l'instruction n° 24 de la Banque Centrale du Congo, les établissements de monnaie électronique doivent disposer d'un capital social minimum d'USD 2 500 000.

Selon la même instruction, les fonds propres des établissements de monnaie électronique doivent demeurer égaux ou supérieurs au plus élevé des trois montants suivants :

- Le montant quotidien des engagements financiers correspondant aux dettes représentatives de la monnaie électronique de leur émission ;
- La moyenne arithmétique des montants quotidiens des six derniers mois qui précèdent du total des engagements financiers correspondants aux dettes représentatives de la monnaie électronique ;
- Le montant du capital minimum libéré.

Ainsi, l'entreprise se conforme à cette réglementation en vigueur avec un capital social de 12 467 000 000 CDF pour 5 480 actions de 2 275 000 CDF de valeur nominale par action.



## 11. PLUS VALUE DE REEVALUATION DES IMMOBILISATIONS

Il s'agit de la différence entre la valeur nette comptable des immobilisations réévaluées en application de coefficients de réévaluation publiés par le ministère de finances et la valeur nette comptable des immobilisations réévaluées l'année antérieure. Au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2023, la Plus-value de réévaluation des immobilisations a changé conformément au communiqué de ministère de la Finance du 13 Février 2024.

## 12. AUTRES PRODUITS BANCAIRES

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Commissions et frais sur Cash-Out	122 608 773	85 502 138
Commissions sur Easy-recharge	29 974 955	13 540 540
Commissions et frais sur Moyens de paiement	4 373 770	2 190 026
Commissions et frais sur P2P	17 247 769	11 411 767
Commissions sur paiements Entreprises	782 233	443 175
Autres	69 701 255	26 353 267
<b>TOTAL</b>	<b>244 688 755</b>	<b>139 440 913</b>

Les produits bancaires sont constitués par les commissions reçues des transactions ci-dessous :

- Frais sur le retrait d'argent (cash out) ;
- Frais sur le recharge effectué pour soir même et ou pour autre ( Easy recharge) ;
- Frais sur le transfert de personne à personne (P2P) ;
- Frais sur le paiement par lot effectué par les entreprises et certaine organisation non gouvernemental ;
- Frais sur le money de paiement essentiellement les clients marchants ;
- Autres frais collectés sur les transactions de la monnaie électronique.

## 13. AUTRES CHARGES BANCAIRES

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Commissions payées sur le cash in	21 905 062	14 034 232
Commissions payées sur le cash out	38 685 637	26 648 311
Commissions payées sur les acquisitions	8 906 433	4 062 958
Diverses autres charges et frais bancaires	26 721 022	5 391 573
<b>TOTAL</b>	<b>96 218 154</b>	<b>50 137 073</b>

Les charges bancaires sont constituées des commissions versées à la chaîne de distribution pour avoir ;

- Disponibilisé la float (la monnaie virtuelle) et le cash aux clients finaux;(Cash-in cash-out)
- Recruté les clients utilisateurs de la monnaie électronique (Gross Add) ;
- Vendu du crédit de communication et le forfait via Airtel Money ;
- Acheté les produits GSM via la monnaie virtuelle (EVD : Stock de crédit de communication) pour la revente.

#### 14. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Autres charges d'exploitation	74 539	93 598
Rémunération du personnel intérimaire	49 333	-
Diverses actions Marketing	3 569 071	3 611 497
Charges informatiques	1 982 524	1 947 929
Diverses charges d'exploitation	10 512 490	5 417 296
<b>TOTAL</b>	<b>16 187 957</b>	<b>11 070 319</b>

Diverses charges d'exploitation sont relatives aux :

- Charges des certaines activités commerciales ;
- Charges administratives.

#### 15. ACTIF D'IMPOT COURANT

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
-		
Actifs d'impôts courants	20 814 252	16 659 690

Le solde est constitué essentiellement des acomptes prévisionnels payés au courant de l'année 2023.

#### 16. IMPOT SUR LE RESULTAT

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Impôt sur le résultat	39 706 969	26 017 816

Le solde de ce compte est constitué principalement de l'impôt sur les bénéfices à payer pour l'exercice clos au 31 Décembre 2023.



**17. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POST CLOTURE 2023**

Rien à signaler

**AIRTEL MONEY RDC, S.A.**

**STATUTORY AUDITOR'S REPORT ON THE ANNUAL  
FINANCIAL STATEMENTS**

**ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS**

Year ended December 31, 2023



**AIRTEL MONEY RDC, S.A.****STATUTORY AUDITOR'S REPORT  
ON THE ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS**

For the year ended December 31, 2023

To the shareholders of Airtel Money RDC, S.A

Pursuant to the mandate given to us at the general shareholders' meeting, we hereby report on the following for the year ended December 31, 2023:

- The audit of annual financial statements of Airtel Money RDC, S.A attached to this report showing the key figures below in millions of Congolese francs (CDF).

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Balance sheet total:	682 045 570	413 987 855
Shareholders' equity including net income for the year (*):	133 199 870	85 156 973
Profit /(Loss):	101 456 917	60 841 214
Gross Profit:	148 470 600	89 303 840

- The specific verifications required by law and other information.

The financial statements of the company were approved by the Board of Directors on April 29, 2024, on the basis of the information available at that date.

**I. AUDIT OF ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS****Opinion**

We have audited the financial statements of Airtel Money RDC, SA, which comprise the balance sheet as at December 31, 2023, the income statement, the cash flow statement, as well as a summary of the main accounting policies and other explanatory information contained in the notes to the financial statements. In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects the financial position of the Company and its financial performance and its cash flows for the year then ended in accordance with the accounting principles applicable to electronic money institutions: General accounting principles of financial institutions (GAPFI) applicable in the Democratic Republic of the Congo.

## **Basis of the opinion**

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (ISAs) in compliance with Regulation No. 01/2017/CM/OHADA on the harmonization of the practices of accounting and auditing professionals. Our responsibilities under those standards are further described in the "Auditor's responsibilities for the audit of the financial statements" section of our report. We are independent of the Company in accordance with the Code of Ethics for Professional Accountants and audit published by Regulation No. 01/2017/CM/OHADA referred to above, together with the independence requirements governing the statutory auditor, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

## **Responsibilities of the management and the Board of Directors for the financial statements**

The annual financial statements were prepared by management and approved by the Board of Directors.

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with the accounting standards specific to electronic money institutions in the Democratic Republic of Congo, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Company or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

The Board of Directors is responsible for overseeing the Company's financial reporting process.

## **Auditor's responsibilities for the audit of the financial statements**

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.





Our responsibilities for the audit of the annual financial statements are detailed in Appendix 1 of this report.

## **II SPECIFIC VERIFICATIONS REQUIRED BY LAW AND OTHER INFORMATION**

We also performed specific verifications required by law.

### **2.1 Verification of other information**

The responsibility for other information falls on the Board of Directors. Other information relates to information contained in the management report and other documents provided to the shareholders on the financial position.

Our opinion on the financial statements do not extend to other information and we do not provide any form of assurance whatsoever on this information.

As part of our mandate as statutory auditors, it is our responsibility to perform specific verifications required by law and in so doing, verify the sincerity and coherence of information provided in the management report and other documents provided to the shareholders with that in the annual financial statements. It is also our responsibility to verify, considering their importance, that certain legal obligations and requirements are respected. Furthermore, it is our responsibility to read all other information and consequently, to determine if they are materially different from the financial statements or information we obtained during our audit, or whether the other information contains a material discrepancy.

If, based on our work on the specific procedures or on the other information, we conclude that there is a material misstatement, we are required to report that fact

We have nothing to report as to the fair presentation and the conformity with the annual financial statements of the information given in the Directors' Report.

### **2.2 Verification of the register of registered securities**

In accordance with Article 746-2 of the Revised OHADA Uniform Act relating to the Law of Commercial Companies and EIG, we reviewed the registers of registered securities kept by the company.

We have nothing to report on the existence and proper keeping of these registers.

### **2.3 Verification of the prudential ratios of instruction no. 24 of the Central Bank of Congo**

Article 16 of instruction no. 24 of the Central Bank of Congo relating to the issuance of electronic money and electronic money institutions (EMIs) requires that the equity capital of EMIs remain equal to or greater than the highest of the following three amounts:

(1) The daily amount of financial commitments corresponding to liabilities representing the electronic money of their issue;



(2) Arithmetic average of the daily amounts of the last six (06) preceding months of the total financial commitments corresponding to debts representing electronic money;

(3) Minimum paid-up capital.

Our review of compliance with the requirements of Article 16 above showed that at the close of the 2023 financial year, the company's shareholders' equity (CDF133 billion) was less than the current account commitments (CDF425 billion).

Nevertheless, discussions are being held between electronic money companies and the Central Bank regarding the revision of this article.

Kinshasa, April 30, 2024

**The Statutory Auditor**  
**Deloitte Services SARL**

**Prof. Bob-David NZOIMBENGENE L.**  
**Partner**

**Chartered Accountant**



## APPENDIX 1

### ON THE RESPONSIBILITIES OF THE STATUTORY AUDITOR FOR THE AUDIT OF FINANCIAL STATEMENTS

*This appendix is an integral part of the auditor's report.*

As part of our procedures, we comply with:

- the requirements of International Standards on Auditing ("ISA") and;
- the specific obligations stated by the OHADA Uniform Act relating to the Law of Commercial Companies and EIG.

In more detail,

- We comply with the ethical rules relating to the audit of annual financial statements presented in the Code of Ethics of Professional Accountants of the Democratic Republic of the Congo (where applicable, the the International Ethics Standards Board for Accountants (the IESBA Code)) and the independence rules governing the statutory auditor;
- We maintain professional skepticism, which involves assessing evidence contradicting other evidence obtained, information questioning the reliability of documents and responses to information requested to be used as evidence, situations that may reveal possible fraud, and circumstances that suggest the need to perform audit procedures in addition to those required by the ISAs;
- We exercise professional judgment throughout the audit, in particular in making decisions about materiality and audit risk, the nature, timing and extent of audit procedures to be performed to satisfy the requirements of the ISAs and to obtain audit evidence, and to determine whether sufficient and appropriate audit evidence has been obtained, and whether further work is required to achieve the objectives of the ISAs and, accordingly, the auditor's overall objectives, the assessment of management's judgments related to the applicable financial reporting framework, the basis for conclusions drawn from the audit evidence obtained, such as the assessment of the reasonableness of assessments made by management in preparing the financial statements;
- We prepare throughout the audit procedures that provides sufficient and appropriate evidence of the work performed, the basis for our audit report and evidence that the audit was planned and performed in accordance with ISAs and in compliance with applicable legislative and regulatory requirements;
- We identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control;
- We obtain audit evidence that is sufficient and appropriate, regarding compliance with the provisions of laws and regulations that are expected to have a direct effect on the determination of the material amounts recorded and the information provided in the financial statements, perform specific audit procedures to identify non-compliance matters with other laws and regulations that may have a material effect on the financial statements, and provide an appropriate response to cases or suspected cases of non-compliance with laws and regulations identified during the audit;
- We also communicate to the Board of Directors our compliance with the relevant ethical rules regarding independence, and disclose to them, as applicable, all relationships and other factors that can reasonably affect our independence and

related safeguards. Among the matters communicated to the Board of Directors, we identify the most important matters during the audit of the financial statements for the period under review presented as key audit matters. We describe these matters in our report, unless the law or regulation prevents their disclosure or, in extremely rare circumstances, we determine that we should not disclose a matter in our report because the adverse consequences of disclosing this matter could reasonably be expected to outweigh the benefits of disclosing it to the public interest;

- We obtain an understanding of the company's internal control in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the company's internal control. When significant deficiencies are identified, we communicate them to management, if necessary, to the Board of Directors;
- We assess the impact of identified misstatements on the audit and the impact of uncorrected misstatements on the financial statements, if any. We communicate them to the appropriate level of management, unless prohibited by law or regulation;
- We evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management;
- We evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation;
- We identify relationships and transactions with related parties, whether or not the applicable financial reporting framework published related rules, in order to identify fraud risk factors, if any, arising from relationships and transactions with related parties that are relevant to the identification and assessment of the risks of material misstatement due to fraud, and conclude, based on the audit evidence obtained, whether the financial statements, although affected by such relationships and transactions, are fairly presented or are not misleading. In addition, when the applicable financial reporting framework contains rules relating to related parties, we obtain sufficient and appropriate audit evidence to determine whether the relationships and transactions with related parties have been properly identified and accounted for in the financial statements and whether relevant related information has been disclosed;
- We obtain audit evidence that is sufficient and appropriate, regarding events occurring between the date of the financial statements and the date of our report that require adjustment or disclosure in the financial statements have been appropriately addressed in the financial statements in accordance with applicable accounting standards;
- We conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report;
- We obtain written representations from the Management and, where applicable, from the Board of Directors, confirming that they consider that they have fulfilled their responsibilities with respect to the preparation of the financial statements and the completeness of the information provided to us. In addition, we corroborate other audit evidence related to the financial statements or specific related assertions through these written representations if considered necessary or if required by other ISAs;



# Deloitte.

- We ensure, throughout the audit, that equality between shareholders is respected, in particular that all shares of the same category benefit from the same rights;
- We must report to the next General Meeting any irregularities and inaccuracies identified during the audit. In addition, we must report to the Public Prosecutor's Office any criminal acts of which we became aware during the audit, without our liability being engaged by this disclosure;
- We are bound by the obligation of professional secrecy with respect to facts, acts and information of which we have become aware.

# **AIRTEL MONEY RDC S.A.**

**ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS FOR THE  
YEAR ENDED December 31, 2023**



**AIRTEL MONEY RDC SA**  
**BALANCE SHEET AS AT DECEMBER 31, 2023 AND 2022**  
**(in Thousands of Congolese Francs - CDF)**

<b><u>ACTIF</u></b>	<b><u>Notes</u></b>	<b><u>31/12/2023</u></b>	<b><u>31/12/2022</u></b>
<b>Treasury and interbank transactions</b>			
Cash in hand	3	83 164 894	32 711 588
Loans and receivables from credit institutions	4	469 583 817	229 239 317
Financial investments		-	-
		<b><u>552 748 712</u></b>	<b><u>261 950 905</u></b>
<b>Third-party and accrual accounts</b>			
Current tax assets	15	20 814 252	16 659 690
Other assets	5	77 879 507	114 013 379
Prepayments and accrued income		303 817	62 209
		<b><u>98 997 576</u></b>	<b><u>130 735 278</u></b>
<b>Fixed assets</b>			
Property, plant and equipment		26 095 478	19 171 585
Intangible assets		3 519 852	1 960 229
Long and Middle Term Bonds		683 954	169 857
	6	<b><u>30 299 284</u></b>	<b><u>21 301 671</u></b>
<b>TOTAL ASSETS</b>		<b><u><u>682 045 571</u></u></b>	<b><u><u>413 987 855</u></u></b>

**AIRTEL MONEY RDC SA**  
**BALANCE SHEET AS AT DECEMBER 31, 2023 AND 2022**  
**(in Thousands of Congolese Francs - CDF)**

<b><u>LIABILITIES</u></b>	<b><u>Notes</u></b>	<b><u>31/12/2023</u></b>	<b><u>31/12/2022</u></b>
<b>Transactions with customers</b>			
Current accounts and deposits from customers	7	424 613 891	213 864 518
		<b><u>424 613 891</u></b>	<b><u>213 864 518</u></b>
<b>Third-party and accrual accounts</b>			
Current tax liabilities		39 706 969	26 017 816
Other liabilities	8	79 903 022	85 560 999
Accruals and deferred income - Liabilities	9	<u>2 096 543</u>	<u>1 657 432</u>
<b>CAPITAL</b>		<b><u>121 706 534</u></b>	<b><u>113 236 247</u></b>
<b>Equity</b>			
Share capital	10	12 467 000	12 467 000
Retained earnings		-	-
Net income for the year		101 456 917	60 841 214
Revaluation gain	11	6808 954	2 132 418
Legal security		12 467 000	9 716 340
Equity		<b><u>133 199 870</u></b>	<b><u>85 156 973</u></b>
Provision for retirement benefit		2 525 276	1 730 116
Long-term Equity		<b><u>135 725 146</u></b>	<b><u>86 887 089</u></b>
<b>TOTAL LIABILITY</b>		<b><u>682 045 571</u></b>	<b><u>413 987 855</u></b>



<b>OFF-BALANCE SHEET</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
<b>Commitments given</b>		-	-
Financing commitments		-	-
Guarantee commitments		-	-
Commitments received		-	-
<b>Securities commitments</b>		-	-
<b>Commitments on foreign currency transactions</b>		-	-
<b>Leasing commitments</b>		-	-
<b>Commitments on forward financial instruments</b>		-	-
<b>Internal commitments</b>		-	-
		<hr/>	<hr/>
<b>Total Off-Balance Sheet</b>		<b>0</b>	<b>0</b>

**AIRTEL MONEY RDC SA**  
**INCOME STATEMENT AS AT December 31, 2023 AND 2022**  
**(in Thousands of Congolese Francs – CDF)**

	<u>Notes</u>	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Other banking income	12	244 688 755	139 440 913
Other banking expenses	13	<u>(96 218 154)</u>	<u>(50 137 073)</u>
<b>Net banking income</b>		<b><u>148 470 600</u></b>	<b><u>89 303 840</u></b>
Ancillary income		21 461 356	16 362 241
Depreciation and amortization expense	14	(16 187 957)	(11 070 319)
Wages and salaries		(4 478 493)	(4 450 979)
Taxes and duties		(827 228)	(5 612)
<b>Gross operating income</b>		<b><u>148 438 279</u></b>	<b><u>90 139 171</u></b>
Reversals of provisions		679 458	420 075
Provision for Depreciation	6	(7 092 232)	(3 700 217)
Risk Provision for Depreciation		(861 618)	
<b>Net operating income before tax and exceptional items</b>		<b><u>141 163 886</u></b>	<b><u>86 859 030</u></b>
<b>Pre-tax income</b>		<b><u>141 163 886</u></b>	<b><u>86 859 030</u></b>
Income tax expense	16	<u>(39 706 969)</u>	<u>(26 017 816)</u>
<b>Net income for the year</b>		<b><u><u>101 456 917</u></u></b>	<b><u><u>60 841 214</u></u></b>



**AIRTEL MONEY RDC SA**  
**STATEMENT OF CHANGES IN SHAREHOLDERS' EQUITY**  
**AS AT December 31, 2023 AND 2022**  
**(in Thousands of Congolese Francs - CDF)**

Movement of the year

	Balance as at 01/01/2023	Increase	Decrease	Actualisation	Balance as at 31/12/2023
Capital	12 467 000			-	12 467 000
provision for retirement	1 724 590	800 685		-	2 525 276
Legal Reserves	9 716 340	2 750 660		-	12 467 000
Retained earnings	-	-		-	-
Profit or loss for the year	60 841 214	101 456 917	60 841 214	-	100 456 917
Revaluation Surplus	<u>2 132 418</u>	<u>4 676 535</u>		<u>-</u>	<u>6 808 954</u>
	<u><b>86 881 563</b></u>	<u><b>109 684 797</b></u>	<u><b>60 841 214</b></u>	<u><b>-</b></u>	<u><b>135 725 146</b></u>

**AIRTEL MONEY RDC SA**  
**CASH FLOW STATEMENT**  
**AS AT DECEMBER 31, 2023 AND 2022**  
**(in Thousands of Congolese Francs - CDF)**

	<b><u>31/12/2023</u></b>	<b><u>31/12/2022</u></b>
<b>Operating activities</b>		
Banking income received	244 688 755	139 440 913
Banking operation expenses disbursed	(96 218 154)	(50 137 073)
Deposit/withdrawal of customer deposits	210 749 373	40 186 156
Amounts paid to staff and sundry creditors	(20 666 450)	(15 521 298)
Write-back of provision	679 458	420 075
Net cash flow from operating activities	60 391 023	29 886 350
Income Taxes Expense	(39 706 969)	(26 017 816)
<b>Net cash flow from operating activities</b>	<b><u>359 917 035</u></b>	<b><u>118 257 308</u></b>
<b>Investing Activities</b>		
Purchase/Sales of Fixed Assets	(11 028 674)	(4 679 194)
<b>Net cash flow from investing activities</b>	<b><u>(11 028 674)</u></b>	<b><u>(4 679 194)</u></b>
<b>Financing Activities</b>	<b><u>(58 090 554)</u></b>	<b><u>(87 447 062)</u></b>
<b>Dividend paid out</b>	<b>(58 090 554)</b>	<b>(87 447 062)</b>
<b>Net change in cash and cash equivalents during the year</b>	<b><u>290 797 807</u></b>	<b><u>26 131 052</u></b>
Cash and Cash equivalents at the beginning of the year	<u>261 950 905</u>	<u>235 819 853</u>
<b>Cash and Cash equivalents at year-end</b>	<b><u><u>552 748 712</u></u></b>	<b><u><u>261 950 905</u></u></b>

**AIRTEL MONEY RDC SA**  
**NOTES ON THE INTERIM FINANCIAL STATEMENTS**  
**AS AT DECEMBER 31, 2023**

**1. PRESENTATION OF THE ENTITY**

AIRTEL MONEY RDC S.A. is a limited liability company under Congolese law whose shares were initially owned in majority by Airtel Mobile Commerce B.V., a company under Dutch law.

Airtel Money holds an operating license granted by the Central Bank of Congo (BCC), recognizing it as an electronic money institution. The activities of electronic money institutions are governed by Central Bank Instruction No. 24 on the issuance of electronic money and electronic money institutions.

**2. BASIS OF PRESENTATION OF THE FINANCIAL STATEMENTS**

The financial statements, with the exception of the revaluation of fixed assets, are prepared in accordance with the conventional historical cost method and in accordance with generally accepted accounting principles in the Democratic Republic of Congo for the banking sector and the recommendations and instructions of the Central Bank of Congo.

The main accounting policies used in the preparation of these statements are described below:

**2.1. Going Concern**

The Company's financial statements are prepared on the going concern basis.

**2.2. Conversion of transactions denominated in foreign currencies.**

Transactions in foreign currencies are translated into Congolese Franc (CDF) at the exchange rates prevailing at the date of the transaction. Gains and losses arising from the settlement of these transactions are recognized in the income statement.

At the balance sheet date, assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated at the closing rate.

Foreign exchange gains and losses are included in the income statement.

The closing rate at December 31, 2023 was CDF 2,679.60/1 USD against CDF 2,016.57/1 USD at December 31, 2022, representing a depreciation of 33%.

**2.3. Intangible assets**

Costs related to purchased licenses are capitalized and amortized on a straight-line basis over their useful life.

The value of intangible fixed assets no longer needs to be revalued, in accordance with Article 2, alinea (2) and (3) of Ordinance-Law no. 89-017 of 18 February 1989, which stipulates that only tangible fixed assets and financial fixed assets may be revalued.

Amortization of intangible assets is calculated using the straight-line method at the following useful life:



<u>Description</u>	<u>Life expectancy (Year)</u>
Software	3
Licenses	3

#### **2.4. Property, plant and equipment**

On the other hand, the value of tangible fixed assets and the accumulated amount of depreciation are subject to revaluation pursuant to Ordinance-Law no. 89-017 of 18 February 1989, based on the provisions of a ministerial order updated at the end of each financial year.

These items have been subject to revaluation as recommended by the Ministry of Finance in its Ministerial Order No. /CAB/MIN/FINANCES/2023/004 of 13 February 2023 setting the revaluation coefficients applicable to balance sheets as at December 31, 2023.

Depreciation on tangible fixed assets is calculated using the straight-line method at the following useful life:

<u>Description</u>	<u>Life expectancy (Year)</u>
Computer equipment	3
Office equipment and furniture	3

#### **2.5. Revenue recognition**

Income is recorded to the extent that it is probable that it will correspond to a value transfer to the company and can be measured on a reliable basis.

Revenues are generated through the following transactions:

- Withdrawal fees (exchange of virtual currency for physical currency);
- Transfer fees from one electronic portfolio to another;
- International transfer fees;
- Fees for transferring an electronic portfolio to the bank.
- Transfer fees from the bank to an electronic wallet;
- Various payments.
- Other fees related to electronic money transactions

In addition, the company also generates income through commissions received;

- On sales of electronic units (Air time) and internet packages (Data bundle),
- On purchases via the airtime stock platform directly by the distributors of the sister company (GSM);
- On the retention of GSM customers through the use of virtual currency transactions only.
- On the batch payment made by the sister company (GSM)

### 3. CASH VALUES

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Cash in hand in Congolese Francs	928 781	6 841 200
Cash in hand in Foreign Currencies	82 236 113	25 870 388
<b>TOTAL</b>	<b>83 164 894</b>	<b>32 711 588</b>

### 4. LOANS AND RECEIVABLES FROM CREDIT INSTITUTIONS

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Escrow Accounts	469 526 526	228 986 613
Current Accounts	<u>57 291</u>	<u>252 704</u>
<b>TOTAL</b>	<b><u>469 583 817</u></b>	<b><u>229 239 317</u></b>

The escrow accounts represent the counterpart of the virtual currency in circulation, in accordance with instruction number 24 of the Central Bank of Congo.

Current accounts represent bank accounts that do not have a virtual currency counterpart and for which the company had decided to convert the account to a virtual account in which the virtual currency is managed.

### 5. Other Assets

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Airtel GSM	73 842 515	109 225 602
Security deposits	146 464	69 892
Others	3 890 528	4 717 885
	<b><u>77 879 507</u></b>	<b><u>114 013 379</u></b>

According to the regulated agreement, receivables from Airtel CONGO SA mainly relate to ;

- Invoicing of commission on Internet units and packages sold through the Airtel Money platform;
- Invoicing of commission on the reduction in inactivity of Airtel GSM subscribers due to the fact that certain numbers only use the electronic money service;
- Invoicing of commission on the total amount of payments made by Airtel GSM distributors via the Airtel Money platform;
- Late payment interest due to non-payment of cross-invoices by GSM on subscriber inactivity commissions.
- It should be noted that the other sub-heading includes ;

the amount of deductible VAT, the pre-financing of the interoperability portfolio and the advance due by staff

## 6 INTANGIBLE AND TANGIBLE FIXED ASSETS

	Gross amount at start of financial year 01/01/2023	Acquisitions	Disposals	Revaluation	Regularization	Gross amount at year-end 31/12/2023	Depreciation start of year 01/01/2023	Depreciation for the year	Additional depreciation for the year	Reassessment of depreciation	Depreciation end of year 31/12/2023	Net amount at year end
<b>Tangible fixed assets</b>	<b>24 943 867</b>	<b>7 550 544</b>	<b>-</b>	<b>8 713 272</b>	<b>319 850</b>	<b>41 527 534</b>	<b>5 772 283</b>	<b>6 007 672</b>	<b>384 636</b>	<b>3 652 101</b>	<b>15 432 056</b>	<b>26 095 478</b>
Office furniture and equipment												
Other assets_Kiosks & AMB	22 555 070	7 550 544		8 713 272	1 058 821	39 877 707	5 772 283	6 007 672	384 636	3 652 101	15 432 056	24 445 651
Other assets under construction_Kiosks & AMB	2 388 797				(738 970)	1 649 827						1 649 827
						-						
<b>Intangible fixed assets</b>	<b>10 574 029</b>	<b>2 964 033</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(319 850)</b>	<b>13 218 212</b>	<b>8 613 800</b>	<b>1 084 560</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9 698 360</b>	<b>3 519 852</b>
Computer soft ware	10 574 029	2 964 033			(319 850)	13 218 212	8 613 800	1 084 560			9 698 360	3 519 852
IT Equipement						-	-					
Other assets under construction_Kiosks & AMB						-					-	
<b>Financial assets</b>	<b>169 857</b>	<b>514 096</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>683 954</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>683 954</b>
Guarantees and endorsements	169 857	514 096				683 954						683 954
<b>Total</b>	<b>35 687 754</b>	<b>11 028 674</b>	<b>-</b>	<b>8 713 272</b>	<b>(0)</b>	<b>55 429 700</b>	<b>14 386 083</b>	<b>7 092 232</b>	<b>384 636</b>	<b>3 652 101</b>	<b>25 130 416</b>	<b>30 299 284</b>

Note : The current fixed assets madeup of the Kiosk and AMB previously assigned in 2021in the INCORPORELLES category were reclassified in the CORPORELLES IN 2023

Below is a summary of the current status of the calculation of depreciation in accordance with the newly published Finance Act, relating to "supplementary depreciation".

- ✓ Additional depreciation: **384 635 681**
- ✓ Net depreciation for the year: **7 092 232 324**



## 7. CUSTOMER CURRENT ACCOUNTS AND DEPOSITS

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
TEMP & MCOM Virtual currency in circulation	261 469 115	131 693 681
Dealers & Corporates Virtual Currency	115 725 630	58 287 321
Merchant Virtual Currency	16 791 157	8 457 172
Other Virtual currency	30 627 988	15 426 344
<b>TOTAL</b>	<b>424 613 891</b>	<b>213 864 518</b>

## 8. OTHER LIABILITIES

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Airtel GSM	8 460 073	37 234 185
MCommerce BV Partner	76 335	109 912
Miscellaneous amounts due to personnel	379 085	294 822
Churns Credit Balances	21 812 885	14 077 649
VAT Collected/Invoiced	13 276 256	18 685 068
Others	35 823 534	15 052 361
Fixed Asset Suppliers	74 854	114 003
<b>TOTAL</b>	<b>79 903 022</b>	<b>85 560 999</b>

Airtel Congo SA's credit balances represent a significant amount explained by :

- Cross-billing with reference to the regulated agreement on exchanges of services (SMS, USSD and refunds) and technical assistance;
- The balance of the portfolios of subscribers deactivated because they have not moved their accounts for more than 180 days.

- It should be noted that the other sub-heading includes ;  
the amount of the deposit received from the electronic money distributors who supervise the Airtel Money shops (AMB & Kiosque) as well as the amount of interest received on the escrow accounts.

## 9. LIABILITY ADJUSTMENT ACCOUNTS

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
IT and Technology Payables	110 018	73 943
Administrative Accrued Payables	577 359	341 352
Marketing Payables	348 200	49 422
Employees Payables	191 228	106 264
Selling and Distribution Payables	273 079	100 307
Payables on acquisitions of fixed assets	596 659	986 145
<b>TOTAL</b>	<b><u>2 096 543</u></b>	<b><u>1 657 432</u></b>

## 10. CAPITAL

Names of main Shareholders	Address	CURRENT		
		No of shares Current financial year	Percent age of capital held %	Contribution by partners (Thousands of CDF)
<b>Airtel Mobile Commerce BV (represented by Mrs. Jantina Catharina Uneken-van de Vreede)</b>	Golfslag 2, 2131 HN Hiiiddorp, Pays Bas	282	5,15%	641 550
<b>Airtel Mobile Commerce RDC BV</b>		5 197	94,85%	11 823 175
<b>Total</b>		<b>5 480</b>	<b>100%</b>	<b>12 467 000</b>

In accordance with Instruction No. 24 of the Central Bank of Congo, electronic money institutions must have a minimum share capital of USD 2,500,000.

According to the same instruction, the equity of electronic money institutions must remain equal to or greater than the highest of the following three amounts:

- The daily amount of financial commitments corresponding to the debts representing the electronic money of their issue;
- The arithmetic average of the daily amounts of the last six months preceding the total financial liabilities corresponding to the debts representing electronic money.
- The amount of the minimum paid-up capital.

Therefore, the company complies with these regulations by having a share capital of CDF 12,467,000,000 for 5,480 shares with a par value of CDF 2,275,000 per share.

## 11. CAPITAL GAIN ON REVALUATION OF FIXED ASSETS

This is the difference between the net book value of fixed assets revalued in accordance with revaluation coefficients published by the Ministry of Finance and the net book value of fixed assets revalued in the previous year. For the year ended December 31, 2023, the capital gain on revaluation of fixed assets has changed in accordance with the Ministry of Finance's communiqué of February 13, 2024.



## 12. OTHER BANKING PRODUCTS

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Commissions and fees Cash-Out	122 608 773	85 502 138
Commissions on Easy-recharge	29 974 955	13 540 540
Commissions an charges on means of payment	4 373 770	2 190 026
Commissions and fees P2P	17 247 769	11 411 767
Commissions on payments to companies	782 233	443 175
Others	69 701 255	26 353 267
<b>TOTAL</b>	<b>244 688 755</b>	<b>139 440 913</b>

Banking products consist of commissions received from the following transactions:

- Fees on the withdrawal of money (cash out);
- Fees on the recharge made for the same evening and or for other (Easy recharge);
- Fees on the transfer from person to person (P2P);
- Fees on batch payment made by companies and some non-profit organizations government.
- Fees on the money of payment mainly the customers walking.
- Other fees collected on e-money transactions

## 13. OTHER BANK CHARGES

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Commissions paid on cash received	21 905 062	14 034 232
Commissions paid on cash paid	38 685 637	26 648 311
Commissions paid on acquisitions	8 906 433	4 062 958
Various other bank charges and fees	26 721 022	5 391 573
<b>TOTAL</b>	<b>96 218 154</b>	<b>50 137 073</b>

Bank charges consist of commissions paid to the distribution chain to have;

- Available float (virtual currency) and cash to end customers; (Cash-in cash-out)
- Recruited customers who use electronic money (Gross Add);
- Sold communication credit and the package via Airtel Money;
- Purchased GSM products via virtual currency (EVD: Communication credit stock) for resale

## 14. GENERAL OPERATING EXPENSES

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Other operating expenses	74 539	93 598
Remuneration of temporary staff	49 333	-
Various Marketing expenses	3 569 071	3 611 497
IT expenses	1 982 524	1 947 929
Various operating costs	10 512 490	5 417 296
<b>TOTAL</b>	<b>16 187 957</b>	<b>11 070 319</b>

The various operating expenses are related to:

- Expenses of certain commercial activities.
- Administrative expenses.

#### 15. CURRENT TAX ASSETS

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Current tax assets	<b>20 814 252</b>	<b>16 659 690</b>

The balance is mainly made up of provisional advance payments made during 2023.

#### 16. TAX ON PROFIT OR LOSS

	<u>31/12/2023</u>	<u>31/12/2022</u>
Income tax	<b>39 706 969</b>	<b>26 017 816</b>

The balance of this account consists mainly of income tax payable for the year ended December 31, 2023.

#### 17 . SIGNIFICANT SUBSEQUENT EVENTS IN 2023

- ✓ Nothing to report